CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI

MAGAZINE N°5

Jamá

OCTOBRE 2026

REVUE TRIMESTRIELLE D'INFORMATION GÉNÉRALE DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

CNT LES BATISSEURS DE LA REFONDATION

SOUVERAINETÉ - DÉFENSE - ÉNERGIE - JUSTICE :
Le bilan d'une session de 90 jours



GOUVERNANCE ET SÉCURITÉ
Le CNT accueille la 5ème promotion de l'École de Guerre du Mali
P. 26



DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE
Visite travail du Président du CNT à Ouagadougou
P. 29



CULTURE
Le Président Malick Diaw honore la mémoire de Yambo Ouologuem
P. 30



JOURNÉE CITOYENNE ET SPORTIVE
le CNT a célébré la 7e édition de sa Journée Citoyenne et Sportive
P. 33

NÉCROLOGIE
Décès de l'Honorable Adama FOMBA
Vice-président de la Commission de l'Éducation, de la Culture, des Technologies de l'Information et de la Communication
P. 33





CNT

LES BATISSEURS DE LA REFONDATION

SOUVERAINETÉ - DÉFENSE - ÉNERGIE - JUSTICE :
LE BILAN D'UNE SESSION DE 90 JOURS

Sommaire

OUVERTURE DE LA SESSION ORDINAIRE D'AVRIL 2
BILAN DE LA SESSION ORDINAIRE D'AVRIL 4
- Séances plénières 6
- Le nouveau bureau du CNT 16

FOCUS
- Projet de loi portant organisation générale de la Défense et de la Sécurité 20
- Projet de loi relative à l'institution du Stock national de Sécurité de produits pétroliers liquides et gazeux 21
- Projet de loi portant Statut général des fonctionnaires 22

GOUVERNANCE ET SÉCURITÉ
- Le CNT accueille la 5ème promotion de l'École de Guerre du Mali 24
- DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2026 26

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE
- Sessions confédérales des Parlements de l'AES : le Président Malick DIAW à Ouagadougou pour une séance de travail. 27

CULTURE
Le PCNT honore la mémoire de Yambo Ouologuem 28

RENFORCEMENT DES CAPACITES 29
DISCOURS DE CLOTURE DE LA SESSION D'AVRIL 2026 30
CARNET D'AUDIENCES DU PCNT 32
JOURNÉE CITOYENNE ET SPORTIVE 33
NÉCROLOGIE : HONORABLE ADAMA FOMBA 33

COMITE DE REDACTION

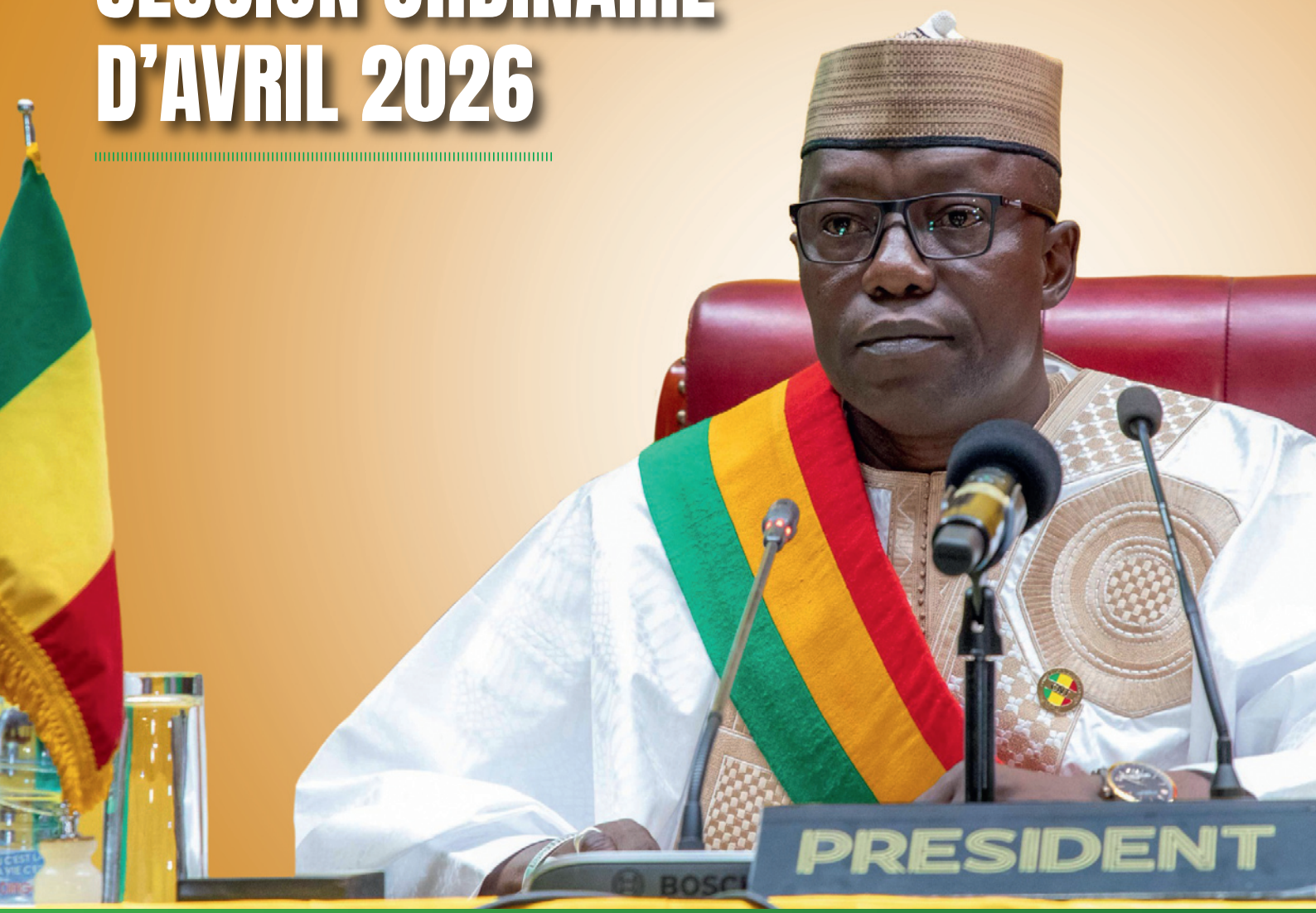
Directeur de Publication :
Modibo SIDIBE

Rédacteur en Chef :
Amadou B WAGUE

Membres de la Rédaction :
Bakary BALLO - Siaka Simbo TRAORE - Moussa MACALOU
Amara Diapy DIAWARA

Personnel d'Appui :
Souleymane CAMARA - Mme Sanogo Bintourou BAH

OUVERTURE DE LA SESSION ORDINAIRE D'AVRIL 2026



L'HONORABLE MALICK DIAW OUVRE LA SESSION ORDINAIRE D'AVRIL 2026 SOUS LE SIGNE DE LA SOUVERAINETÉ ET DES RÉFORMES MAJEURES



Le Président du Conseil national de Transition, l'Honorable Malick DIAW, a ouvert la session solennelle d'avril 2026, le lundi 13 avril, sous le signe de la souveraineté et des réformes majeures. Entre examen de textes législatifs cruciaux, consolidation de la Confédération AES et appels à la cohésion nationale, cette session de 90 jours annonce comme un tournant décisif pour la refondation de l'État malien.

Placée sous le signe de la « responsabilité historique », cette période de travaux législatifs doit permettre de consolider les bases du «Malikura » (le Mali nouveau), tout en répondant aux urgences sécuritaires et socio-économiques du moment.

Au cœur de cette session, l'examen de 32 textes, dont 24 nouvelles initiatives, témoigne de l'intense activité législative attendue. Le Président du Conseil national de Transition a notamment mis en avant des projets de lois organiques essentiels, tel que celui fixant les règles de fonctionnement du Conseil supérieur de la Magistrature ou encore la création de la Société de Patrimoine minier du Mali.

« Cette session aura à examiner trente-deux textes (...) L'examen de ces projets de textes exige de chacun de nous une hauteur de vue et un sens élevé de l'intérêt supérieur de la Nation », a martelé l'Honorable Malick Diaw, en exhortant les membres du Conseil national de Transition à privilégier le débat constructif aux dérives partisanes.

Le discours a pris une tournure résolument géopolitique lorsque le Président Diaw a évoqué l'Alliance des États du Sahel (AES).

Saluant la montée en puissance de la Confédération, il a fustigé les tentatives d'ingérence étrangère et la « cabale de désinformation » visant le Mali.

Réagissant à une récente résolution d'un parlement étranger concernant un citoyen de l'espace AES, Malick Diaw a dénoncé une « ingérence grave » et a promis une réponse appropriée lors des prochaines sessions confédérales. Pour lui, l'AES est désormais un « acteur clé et incontournable » dont la voix compte sur la scène internationale.

Conscient des préoccupations quotidiennes des Maliens, le Président du Conseil national de Transition a interpellé le Gouvernement sur plusieurs dossiers brûlants:

- Énergie : Face aux délestages, le CNT encourage l'exploration des énergies renouvelables (solaire, éolien) pour une solution durable.
- Sécurité et Sinistres : Suite aux incendies récurrents dans les marchés, des enquêtes et des mesures de prévention structurelles ont été exigées.
- Souveraineté alimentaire : Malick Diaw a plaidé pour une modernisation accrue de l'agriculture et une protection renforcée des zones de pâturage pour l'élevage.

En conclusion, l'Honorable Malick Diaw a lancé un vibrant plaidoyer pour la cohésion nationale.

S'adressant aux leaders d'opinion, aux syndicats et à la diaspora, il a cité Mahatma Gandhi *:* « Pour progresser, il ne faut pas répéter l'histoire, mais en produire une nouvelle ».
Il a invité les Maliens à transformer les défis actuels en atouts pour l'avenir.

Le Président du Conseil national de Transition a clos son intervention en rendant hommage aux Forces Armées Maliennes (FAMa) pour leur bravoure, ainsi qu'aux acteurs économiques qui assurent l'approvisionnement du pays malgré les risques.

BILAN DE LA SESSION ORDINAIRE D'AVRIL 2026



SÉANCES PLÉNIÈRES

Au cours de la session ordinaire d'avril 2026, le Conseil national de Transition a siégé en plusieurs séances plénières consacrées à l'examen et à l'adoption de textes majeurs intéressant la vie de la nation. Dans l'exercice de ses prérogatives législatives et de son pouvoir de contrôle de l'action gouvernementale, la représentation nationale a délibéré sur des projets de loi et des ordonnances touchant à la consolidation des institutions confédérales, à la refondation administrative, au renforcement des capacités de défense et de sécurité, à la souveraineté énergétique et économique, ainsi qu'à la modernisation de la justice et à la protection sociale.

SÉANCE PLÉNIÈRE DU 23 AVRIL 2026

Opérationnalisation de la Confédération des États du Sahel : le CNT ratifie les quatre protocoles additionnels Le jeudi 23 avril 2026, au Centre International de Conférences de Bamako (CICB), le Conseil national de Transition a franchi une étape importante dans l'architecture juridique de l'Alliance des États du Sahel (AES). Sous la présidence de l'Honorable Malick Diaw, les membres de l'organe législatif ont adopté à l'unanimité quatre projets de loi de ratification, marquant ainsi l'ancrage institutionnel de la Confédération dans ses domaines régaliens.

Après l'adoption des procès-verbaux des séances plénières tenues le jeudi 30 octobre 2025, le jeudi 4 décembre 2025 et le mardi 16 décembre 2025, le Conseil national de Transition s'est penché sur l'examen de quatre ordonnances prises par le Gouvernement durant l'intercession. La ratification de ces ordonnances consolide le cadre légal de la Confédération des États du Sahel.



Ces ordonnances ayant été adoptées par 127 voix pour, aucune opposition et aucune abstention, les législateurs ont validé l'ensemble des instruments juridiques soumis à leur approbation. Ce vote témoigne de la cohésion nationale autour du projet d'intégration sahélien.

Les textes ratifiés découlent des décisions actées à Bamako le 23 décembre 2025, lors de la 2 Session ordinaire du Collège des Chefs d'État de l'AES. Ils précisent les modalités d'action de la Confédération autour de quatre axes stratégiques :
Défense et Sécurité : un protocole qui renforce la mutualisation des forces et des stratégies face aux défis sécuritaires communs ;
Action Diplomatique : visant une coordination accrue des positions des États membres sur la scène internationale ;
Développement : pour une convergence des politiques économiques et des projets d'infrastructures structurants ;
Sessions Confédérales des Parlements : l'innovation majeure de ce corpus juridique, créant une instance délibérative commune.

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, S.E.M. Abdoulaye Diop, présent pour défendre ces projets, a salué le « sens élevé de la responsabilité » du Conseil national de Transition. Selon le chef de la diplomatie malienne, ces protocoles ne sont pas de simples formalités administratives, mais les outils de « la concrétisation des aspirations des populations ».

L'accent a été particulièrement mis sur le volet parlementaire. Le Ministre a souligné que la création des sessions confédérales permettra d'associer directement les représentants du peuple à la marche de la Confédération : « Ces sessions permettront de faire entendre la voix de nos populations [...] et de donner une appréciation de ces organes législatifs quant à la marche de l'organisation. » En amont du vote, la Commission des Lois constitutionnelles, sous l'égide de son président, l'Honorable.

Le Président de la Commission des Lois, l'Honorable Souleymane Dé, a procédé à un examen minutieux des textes. Ce dernier a rappelé que cet exercice s'inscrit dans le cadre strict de la loi d'habilitation, garantissant que le Gouvernement a agi dans les limites de ses prérogatives durant la période d'intercession.

« C'est une jeune Confédération, et c'est en forgeant qu'on devient forgeron », a martelé l'Honorable Dé, reconnaissant que le cadre institutionnel évoluera au gré de l'expérience. Pour le Conseil national de Transition, cette ratification remplit une double mission : valider l'action de l'Exécutif et actionner le pouvoir de contrôle parlementaire sur les engagements internationaux du Mali.

Avec ce « quitus » législatif, le Gouvernement malien dispose désormais de la pleine base légale pour accélérer la matérialisation des initiatives de l'AES. La prochaine étape attendue est la tenue des premières sessions confédérales des parlements, qui viendront compléter les piliers diplomatiques et sécuritaires déjà opérationnels sur le terrain.

Cette plénière du 23 avril 2026 restera comme le moment où la volonté politique des Chefs d'État a rencontré la légitimité de la représentation nationale, scellant ainsi l'avenir commun de l'espace AES.



SÉANCE PLÉNIÈRE DU 21 MAI 2026 ET JOURS SUIVANTS

Refondation institutionnelle et développement stratégique : le CNT accorde son quitus à onze projets de loi

Réuni en séance plénière le jeudi 21 mai 2026 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB), le Conseil national de Transition, sous la haute direction de son président, l'Honorable Malick Diaw, a adopté onze projets de loi touchant à la refondation administrative, à la souveraineté énergétique et minière ainsi qu'à la sécurité nationale. Ces textes concrétisent les réformes structurelles engagées par les autorités de la Transition.

Modernisation de l'administration et nouveaux droits sociaux

Le Conseil national de Transition a validé la ratification de l'ordonnance portant Statut général des fonctionnaires par 124 voix pour, 0 contre et 0 abstention. Monsieur Fassoun Coulibaly, ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, a salué un outil managérial d'avant-garde fort de 24 innovations. Parmi les mesures phares figurent l'instauration d'une indemnité de départ à la retraite — attendue depuis 1961 —, la création d'un congé de paternité de sept jours et l'introduction d'une évaluation basée sur la performance (Gestion axée sur les résultats).
Le président de la Commission des Lois, l'Honorable Souleymane Dé, s'est quant à lui félicité de la parfaite régularité de la procédure parlementaire de ratification.

Indépendance énergétique : le cap vers les énergies renouvelables

En matière de développement, l'adoption de l'accord de financement avec la Banque islamique de développement (BID) marque un tournant pour le projet de la Boucle Nord 225 kV autour de Bamako. Présenté par le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Monsieur Tiémoko Traoré, ce projet d'envergure, dont les travaux sont déjà exécutés à 73 %, sécurisera l'approvisionnement de la capitale (qui concentre 70 % de la consommation nationale).

Connectée aux infrastructures solaires et hydroélectriques stratégiques (Safo, Sanankoroba, Kénié), cette ligne permettra de réduire la dépendance thermique. Outre l'accès à l'électricité pour plus de 310 000 ménages, les retombées économiques prévoient une impulsion majeure pour le tissu industriel local.

Souveraineté économique, réformes minières et maîtrise sécuritaire

L'accent a également été mis sur la gestion des ressources nationales avec la ratification de la création de la Société de Patrimoine minier du Mali (SOPAMIM-SA). Selon le ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances, Monsieur Alousséni Sanou, cette entité veillera à la transparence et à la gestion des participations étatiques (allant jusqu'à 35 % pour les nouvelles sociétés). Dans la même dynamique, l'État s'associe à hauteur de 51 % avec un partenaire chinois au capital de la société FARATCHI-CO-S.A. pour la production locale d'explosifs civils. Au-delà d'une rentabilité interne supérieure à 30 %, cette initiative répond à un impératif de sécurité nationale par le contrôle strict et la traçabilité de ces matières sensibles.

Par ailleurs, Monsieur Alousséni Sanou a défendu la loi de Règlement du Budget 2023, votée à l'unanimité. En dépit du contexte de crise internationale, les indicateurs macroéconomiques du Mali affichent une résilience notable, marquée par une croissance de 4,3 % en 2023 (portée à 6,5 % en 2025) et une inflation maîtrisée sous les normes communautaires.

Consolidation territoriale, police sanitaire et encadrement des ONG

Dans le domaine du développement rural, le ministre Youba Ba a fait adopter une nouvelle législation sur la police sanitaire des animaux terrestres, remplaçant un texte vieux de 25 ans. Cette réforme harmonise les contrôles vétérinaires avec le Code pénal afin de préserver la santé animale et de contrer les zoonoses.

Sur le plan de la gouvernance locale, le Général de Brigade Issa Ousmane Coulibaly, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, a soutenu la restructuration profonde de l'Agence nationale d'Investissement des Collectivités territoriales (ANICT). Le ministre s'est prêté pour la première fois à cet exercice devant l'organe législatif de la Transition pour y défendre un projet de loi. Il a saisi cette tribune solennelle pour adresser ses chaleureuses félicitations et ses hommages appuyés au Conseil national de Transition, saluant l'œuvre colossale et le travail remarquable abattus par l'institution tout au long de cette période charnière de l'histoire de la nation. Sur le fond du texte, l'ANICT absorbe désormais les Agences de développement régional (ADR) et se voit confier la mission cruciale de contrôler l'activité et les flux financiers des quelque 100 000 ONG et associations opérant sur le territoire, garantissant la transparence face aux enjeux sécuritaires.

Finalisation du processus de militarisation de la sécurité publique

Enfin, le volet sécuritaire s'est consolidé par la ratification des ordonnances créant les Directions générales de la Police nationale et de la Protection civile. Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Général de Division Daoud Aly Mohammedine, a souligné que ces textes étendent l'architecture et les capacités opérationnelles de ces corps.

L'Honorable Minkoro Kane, président de la Commission de la Défense, a rappelé l'importance de ce long processus de militarisation initié en 2022, rendant un hommage appuyé à l'engagement héroïque des forces sur le terrain lors des récentes épreuves.

Par ce marathon législatif, le Conseil national de Transition réaffirme sa convergence de vues avec le Gouvernement pour doter le Mali d'un cadre juridique souverain, moderne et résilient.



SÉANCE PLÉNIÈRE DU 25 JUIN 2026

Réformes constitutionnelles, énergie, protection sociale et culture : le CNT adopte quatre projets de loi

Le Conseil national de Transition a tenu, le jeudi 25 juin 2026 dans la salle Djeli Baba Sissoko du Centre International de Conférences de Bamako (CICB), une séance plénière. Sous la haute présidence de l'Honorable Malick Diaw, Président du Conseil national de Transition, les membres de l'organe législatif ont examiné et adopté quatre projets de loi touchant aux réformes institutionnelles, aux infrastructures énergétiques, à la protection de l'enfance vulnérable et à l'économie de la culture.

Une refondation institutionnelle pour le Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel

Le premier texte soumis à la délibération de la séance plénière concerne le projet de loi organique fixant l'organisation, les règles de fonctionnement et de désignation des membres du Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel, ainsi que les conditions de destitution et de remplacement de son Président. Ce texte d'envergure nationale a été adopté à l'unanimité par 125 voix pour, 0 contre et 0 abstention.

Monsieur Mamani Nassiré, Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et institutionnelles, a souligné la portée historique de cette adoption. Selon lui, ce texte permet à l'institution de se reconstituer en parfaite conformité avec la nouvelle Constitution et d'entrer dans la plénitude de ses importantes prérogatives. Il a mis en avant une innovation juridique majeure : l'introduction des procédures de destitution du Président dudit Conseil. Chargée de collecter les besoins et les attentes de la société, l'institution voit l'impact de son rapport annuel renforcé par une évaluation conjointe avec le Gouvernement.

Abondant dans le même sens, l'Honorable Souleymane Dé, Président de la Commission des Lois, a rappelé que l'adoption de ce texte consacre la fin définitive du Conseil Économique, Social et Culturel issu de la Constitution du 25 février 1992. La Constitution du 22 juillet 2023 donne naissance au « Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel », une institution de représentation de la République élargie et renforcée dans ses domaines

d'intervention, qui sera systématiquement consultée pour avis sur toutes les questions d'intérêt national. L'Honorable Souleymane Dé s'est félicité des intenses navettes législatives entre le Gouvernement et le CNT, témoignant du soin apporté à ce projet vital pour les populations.

Modernisation du réseau électrique : ratification d'un prêt de la BAD pour la « Boucle Nord » de Bamako

Le CNT a ensuite approuvé à l'unanimité (128 voix pour, 0 contre et 0 abstention) le projet de loi autorisant la ratification des Accords de prêt, signés à Bamako le 25 février 2026, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque africaine de développement (BAD). Ce financement est destiné au projet de la Boucle Nord 225 kV autour de Bamako (PBNB).
Le Ministre de l'Énergie et de l'Eau, le Pr. Tiémoko Traoré, a inscrit ce projet dans la dynamique gouvernementale de modernisation des infrastructures de transport d'énergie, indispensable pour faire suite aux projets structurants de production. L'objectif est d'assurer un transport qualitatif, permanent et une distribution optimale de l'électricité au bénéfice direct du tissu économique, des industriels et du bien-être des ménages.
L'Honorable Assane Sidibé, Président de la Commission des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, a précisé qu'il s'agit d'un projet d'envergure d'un montant global de 111 milliards de francs CFA, cofinancé par la BAD, la Banque islamique de développement (BID), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et l'État du Mali. Le vote de ce jour scelle la validation du dernier maillon du financement, à savoir la contribution de la BAD.

Protection de l'enfance : le Centre d'Accueil et de Placement familial érigé en Établissement Public

Le volet social de la plénière a été marqué par l'adoption du projet de loi portant création du Centre d'Accueil et de Placement familial, par 124 voix pour, 0 contre et 1 abstention.
Madame Diarra Djénéba Sanogo, Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, a exprimé un profond sentiment de satisfaction et de responsabilité collective. Elle a rappelé que cette adoption intervient 36 ans après le premier projet de décret régissant ce secteur, ouvrant la voie à une gouvernance moderne, agile et transparente pour la prise en charge des enfants vulnérables. La Ministre a exprimé sa gratitude envers les plus hautes autorités, singulièrement Son Excellence le Général d'Armée Assimi Goïta, ainsi que les commissions parlementaires impliquées, avant d'appeler l'ensemble des Maliens à soutenir cette noble mission pour la dignité des enfants.
L'Honorable Me Kadidia Sangaré, Présidente de la Commission de la Promotion de la Femme, de la Famille, de la Protection de l'Enfant, de la Jeunesse, des Sports, du Travail et de l'Emploi, a expliqué que ce texte consacre la transformation de l'ancienne Pouponnière (auparavant simple service rattaché) en un Établissement Public à Caractère Administratif (EPA). Cette mutation structurelle permettra de résoudre les graves difficultés de fonctionnement du centre qui accueille des enfants abandonnés, de parents inconnus ou nés de mères atteintes de maladies mentales, âgés de 0 à 5 ans. Grâce à ce texte, la direction pourra procéder à des recrutements indispensables pour renforcer le personnel (actuellement insuffisant avec parfois une seule nounou pour plus de 10 bébés par salle la nuit), intégrer des infirmiers et des spécialistes pour traiter les handicaps, et créer un centre de santé intégré.

Révolution numérique et culturelle : nouveau régime de la propriété littéraire et artistique

La séance plénière s'est conclue par l'adoption unanime (128 voix pour, 0 contre et 0 abstention) du projet de loi portant ratification de l'Ordonnance n°2026-015/PT-RM du 10 avril 2026 fixant le régime de la propriété littéraire et artistique.
Monsieur Mamou Daffé, Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, a salué le quitus du Conseil national de Transition pour ce qu'il qualifie d'« avancée historique » et de « révolution » pour le monde de la culture. Ce nouveau cadre juridique opère une refonte de la loi de 2017 afin d'intégrer les réalités de l'ère numérique (téléchargements, streaming, copies). Il élargit le droit moral et patrimonial des créateurs, sécurise leurs revenus et introduit des redevances adaptées aux nouveaux usages digitaux. De plus, les artistes pourront percevoir des dividendes après chaque grand rendez-vous d'art contemporain. Une innovation majeure prévoit que jusqu'à 35 % de ces redevances et dividendes collectés seront affectés à la constitution d'un fonds d'aide à la création artistique, jetant ainsi les bases d'une véritable économie de la culture au Mali.

En adoptant ces quatre projets de loi, le Conseil national de Transition réaffirme son rôle de pivot de la refondation législative nationale. Qu'il s'agisse de donner corps aux orientations de la nouvelle Constitution, de moderniser le réseau électrique de la capitale, de doter la structure d'accueil des enfants vulnérables de moyens institutionnels accrus, ou de protéger les créateurs nationaux face aux défis du numérique, le Conseil national de Transition pose des actes concrets pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens et la consolidation de l'État.



SÉANCE PLÉNIÈRE DU 30 JUIN 2026 ET JOURS SUIVANTS

Réforme de la justice, souveraineté minière et sécurité de l'approvisionnement pétrolier : le CNT valide six textes de loi

Le Conseil national de Transition a tenu, le mardi 30 juin 2026 et jours suivants dans la salle Djeli Baba Sissoko du Centre International de Conférences de Bamako (CICB), une séance plénière. sous la présidence de l'Honorable Hamèye Founé Mahalmadane, 1 Vice-président du Conseil national de Transition, les membres de l'organe législatif ont examiné et adopté six projets de loi touchant aux réformes de la justice, souveraineté minière et sécurité de l'approvisionnement pétrolier.

Au cœur des délibérations figurait le projet de loi organique fixant les attributions, la composition, l'organisation et les règles de fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature, adopté à l'unanimité par 124 voix pour, 0 contre et 0 abstention.

Cette réforme majeure transcrit les évolutions introduites par la Constitution de 2023 afin de corriger les insuffisances d'un texte datant de 2003. La principale innovation réside dans l'ouverture de l'institution à des non-magistrats à travers une composition paritaire (neuf magistrats et neuf non-magistrats). Selon l'Honorable Souleymane Dé, Président de la Commission des lois, cette configuration met fin aux critiques d'« entre-soi » et de corporatisme en renforçant la gouvernance démocratique et la transparence.

De plus, le texte consacre le droit pour tout justiciable de saisir directement le Conseil en cas de dysfonctionnement. Afin de garantir l'effectivité de l'indépendance de la magistrature, un Secrétariat général renforcé en moyens humains, matériels et financiers se substituera à l'actuel secrétariat administratif. Par ailleurs, les membres du cabinet ainsi que ceux du Secrétariat général du ministère de la Justice ne seront plus éligibles au sein de cette institution.

Le Conseil national de Transition a également donné son feu vert à deux projets de loi destinés à harmoniser la législation nationale avec les instruments internationaux, notamment le Protocole de Palerme (2000) additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée. Il s'agit :

- du projet de loi portant lutte contre la traite des personnes (adopté par 118 voix pour, 0 contre et 0 abstention) ;
- du projet de loi portant lutte contre le trafic illicite de migrants (adopté par 124 voix pour, 0 contre et 0 abstention).

Ces dispositions permettent de dépasser l'approche strictement pénale des anciens textes pour intégrer une stratégie globale axée sur la prévention, la protection des victimes et des témoins, ainsi que la coordination des acteurs. À cet effet, la création d'un organe national de coordination doté de ressources adéquates est officiellement programmée.

Le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, a exprimé sa profonde gratitude envers les membres du Conseil national de Transition pour ces votes, soulignant que ces réformes permettront de bâtir une justice plus moderne, performante et équitable.

Face à l'ampleur des fléaux qui fragilisent le tissu social, le Conseil national de Transition a formulé plusieurs recommandations, insistant sur l'impératif de renforcer la sensibilisation des populations et d'impliquer l'ensemble des acteurs sectoriels. L'Honorable Souleymane Dé a conclu en rappelant la fierté de la représentation nationale à doter les citoyens d'un environnement de sécurité juridique consolidé et d'un meilleur accès à la justice.

Le Conseil national de Transition a approuvé à l'unanimité, par 120 voix pour, 0 contre et 0 abstention, le projet de loi portant ratification de l'Ordonnance n°2026-014/PT-RM du 10 avril 2026 portant création de l'Office Malien des Substances Précieuses (OMSP).

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a souligné la portée historique de ce vote, qualifiant l'OMSP d'instrument de premier plan pour assainir le secteur minier et renforcer la souveraineté nationale. Cette nouvelle structure aura pour missions stratégiques de centraliser la commercialisation, sécuriser les flux financiers, constituer une réserve d'or nationale et promouvoir la transformation locale. L'Office devient ainsi la seule entité habilitée à exporter l'or malien, permettant de structurer l'intégralité de la chaîne de valeur, de la production à l'exportation.

Soutenant cette réforme, le Président de la Commission des Mines et de l'Énergie, l'Honorable Assane Sidibé, a rappelé que ce texte parachève la feuille de route du Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta, initiée après le vote du Code minier de 2023. L'OMSP s'impose désormais comme l'organe exclusif pour lutter contre l'orpaillage anarchique et la dégradation des forêts.

Le CNT a également adopté, par 114 voix pour, 0 contre et 0 abstention, la ratification de l'Ordonnance n°2026-016/PT-RM du 10 avril 2026 relative à l'Accord de financement du Projet d'Accès d'Urgence aux Services essentiels au Mali, signé le 1 avril 2026 avec l'Association internationale de développement (IDA).

Le Ministre de la Santé et du Développement social, le Colonel-major Assa Badiallo Touré, a exprimé son soulagement face à l'adoption de ce projet qui traduit la vision prioritaire du Chef de l'État pour le bien-être des populations. Ce financement garantira la continuité des soins, l'achat d'intrants pour éviter les ruptures de stock, la gratuité des soins et la maintenance des équipements lourds.

L'Honorable Aboubacar Sidick Fomba, Président de la Commission Santé, a salué l'intelligence collective du gouvernement, notamment des ministères de la Santé et des Finances, pour avoir transformé des projets d'aide d'urgence en un projet à moyen terme investissant dans le capital humain. Fonctionnant sous forme de rachat avec vérification a priori et a posteriori, le projet intègre une unité de gestion transparente et permet au Mali de s'affranchir des aides budgétaires classiques.

Enfin, le projet de loi portant ratification de l'Ordonnance n°2026-013/PT-RM du 10 avril 2026 portant institution du Stock national de Sécurité de produits pétroliers, liquides et gazeux a été adopté par 123 voix pour, 0 contre et 0 abstention.

Le ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances, M. Alousséni Sanou, a démontré la nécessité de ce dispositif pour faire face aux crises extérieures ou sécuritaires et stabiliser les prix.

Le projet prévoit la construction d'entrepôts pour stocker 45 jours de consommation nationale, soit 244 633 m³ de produits liquides (gasoil, supercarburant, jet A1) et 11 000 tonnes métriques de gaz butane. Évalué à 360 739 millions de francs CFA (dont 160 milliards pour les infrastructures et 200 milliards pour les stocks), le financement sera assuré par deux taxes de 1 ou 2 francs par litre consommé.

Le ministre d'État s'est réjoui de l'alignement du Conseil national de Transition sur ce projet, qui dote le Président de la Transition d'un levier réglementaire majeur pour sécuriser l'approvisionnement des Maliens dans le strict respect de l'intérêt supérieur de la nation.

SÉANCE PLÉNIÈRE DU 9 JUILLET 2026

Sécurité nationale, souveraineté énergétique, régulation minière, justice et sport : le CNT valide cinq projets de loi stratégiques



Réuni en séance plénière le jeudi 9 juillet 2026 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB), le Conseil national de Transition a procédé à l'examen et à l'adoption de cinq projets de loi. Sous la haute direction de son Président, l'Honorable Malick Diaw, l'organe législatif a validé des textes touchant à la sécurité nationale, à la souveraineté énergétique, à la régulation minière, à la modernisation de la Justice et à la gouvernance sportive. Ces délibérations marquent une étape dans l'ancrage des réformes structurelles portées par les autorités de la Transition.

Défense et Sécurité : un cadre juridique modernisé pour la montée en puissance des forces armées

Voté à l'unanimité par 125 voix pour, 0 contre et 0 abstention, le projet de loi portant organisation générale de la Défense et de la Sécurité nationale consacre une refonte historique. Défendu par le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Général de Division Daoud Aly Mohammedine, ce texte vient abroger une législation vieille de 22 ans (datant du 23 novembre 2004), devenue obsolète face aux mutations géopolitiques contemporaines.

Cette relecture, fruit de quatre années de travaux rigoureux menés en commission, corrige 11 insuffisances textuelles et introduit 17 innovations majeures. Elle permet d'intégrer légalement les réformes récentes, à l'instar de la militarisation de la police nationale et de la protection civile, tout en actant la création de nouvelles structures au sein des forces armées. Le texte intègre également les nouveaux théâtres de conflictualité que sont la cyberdéfense, la cybersécurité et la cybercriminalité, tout en clarifiant de manière stricte les compétences et rôles de chaque département ministériel en cas de crise, notamment dans le cadre de la défense civile.

L'Honorable Minkoro Kané, Président de la Commission de la Défense, de la Sécurité et de la Protection civile, a salué un travail de fond offrant désormais à l'État et au peuple malien un cadre fonctionnel solide pour sanctuariser les actions de défense et pérenniser la montée en puissance de l'appareil sécuritaire national.

Souveraineté énergétique : le grand pas en avant du projet hydroélectrique de Kourouba

Le Conseil national de Transition a également accordé son quitus unanime, par 126 voix pour, à la ratification de l'accord de prêt signé à Lomé le 29 avril 2026 entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). Ce financement partiel est destiné au projet structurant de construction de la centrale hydroélectrique de Kourouba et à son raccordement au réseau de la société Énergie du Mali (EDM-SA).

Défendu par le Ministre de l'Énergie et de l'Eau, Monsieur Tiémoko Traoré, ce projet vise à briser la dépendance du pays vis-à-vis des centrales thermiques budgétivores et polluantes au gasoil. Les objectifs techniques et sociaux affichés sont d'envergure :

- Une production moyenne de 12,2 GWh d'électricité par an issue d'une énergie propre et compétitive ;
- Le renforcement de la fiabilité et de la sécurité du réseau interconnecté national ;
- L'élévation du niveau de vie des populations locales via l'électrification immédiate des localités de Kourouba, Gouala et Tiakadougou Faraba.

Le Ministre a salué la résilience des citoyens face aux défis énergétiques actuels et mis en avant un véritable changement de paradigme managérial : l'État a financé en amont les études techniques préliminaires et purgé les passifs fonciers (indemnisations et expropriations) pour garantir le respect strict du calendrier d'exécution. Pour l'Honorable Assane Sidibé, Président de la Commission des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, il s'agit d'un jalon historique, s'inscrivant dans le potentiel hydroélectrique national qui compte 34 sites propices, ouvrant la voie à une indépendance énergétique durable.

Secteur minier : une lutte implacable contre l'orpaillage clandestin

Le pilier économique du pays bénéficie lui aussi d'un renforcement de sa gouvernance avec l'adoption, par 127 voix pour, du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 23 mars 2026 portant création, mission et procédure de répression de la Brigade spéciale des Mines (BSM).

Porté par le Ministre des Mines, le Professeur Amadou Keïta, ce texte intervient alors que l'exploitation minière clandestine se structure et se violente. Bien que les opérations conjointes des ministères des Mines, de l'Environnement et de la Sécurité aient déjà permis de démanteler 61 sites illégaux, d'interpeller 233 exploitants clandestins et de saisir un matériel lourd conséquent (286 pelleteuses et 63 véhicules), l'ampleur des dégradations environnementales (usage de produits chimiques prohibés) et le commerce frauduleux imposaient une action plus incisive.

Cette nouvelle brigade mixte, composée de personnels civils et militaires, est investie de pouvoirs de police judiciaire étendus à compétence nationale. Elle aura pour mission de traquer les infractions, de sécuriser les gisements et de réaffirmer la souveraineté de l'État sur ses ressources, s'inscrivant directement dans la vision de refondation nationale intégrée du Mali-Kura.

Modernisation de la Justice : avènement des Commissaires de Justice et fin d'une insécurité statutaire

Le volet judiciaire de la plénière s'est matérialisé par l'adoption, à l'unanimité de 124 voix pour, du projet de loi portant Statut des Commissaires de Justice, soutenu devant les parlementaires par le Ministre d'État, Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le Général de corps d'armée Ismaël Wagué.
Ce texte vient corriger une insécurité juridique et une injustice statutaire nées de la loi de 2016. Cette dernière avait acté la fusion des corps des huissiers de justice et des commissaires-priseurs sous l'appellation d'huissiers-commissaires de justice, mais avait rétroactivement bloqué l'avancement professionnel d'une quinzaine de clercs principaux nommés sous l'empire de la loi de 1995. Le nouveau texte règle définitivement cette situation en permettant leur intégration dérogatoire au nouveau corps.

Au-delà de cette régularisation, la loi modernise la profession en adoptant la dénomination internationale de « Commissaire de justice ». Elle introduit plusieurs innovations de gouvernance validées lors des états généraux de la profession :

- L'exigence d'un arrêté ministériel pour toute cession d'office ;
- L'interdiction stricte du cumul de charges pour un titulaire ;
- La limitation du mandat du Président de l'Ordre à un mandat de trois ans, renouvelable une seule fois ;
- L'harmonisation des conditions d'accès à la profession, fixant l'âge minimum à 18 ans et le niveau académique requis à la licence.

Le Vice-président de la Commission des lois, l'Honorable Boubacar N. Diallo, s'est réjoui de cette réforme qui permet au justiciable de mieux identifier les acteurs de la justice et qui concourt directement à l'efficacité et à la modernisation de l'appareil judiciaire malien.

Dynamisation du Sport : structuration de la filière et reconnaissance des aînés

Le Conseil national de Transition a voté à l'unanimité (124 voix pour) la ratification de l'ordonnance modifiant la loi de 2017 régissant les activités physiques et sportives, défendue par le Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Monsieur Abdoul Kassim Ibrahim Fomba.
Ce rajustement législatif hisse le sport malien aux standards internationaux à travers plusieurs leviers stratégiques :

- La valorisation des sociétés sportives pour stimuler et sécuriser les investissements privés au sein des clubs existants ;
- L'introduction de mécanismes rigoureux de conformité avec les instances internationales concernant la lutte contre le dopage et l'usage de stupéfiants ;
- L'encadrement administratif strict de la création des centres de formation et des académies de sport, afin

de garantir un équilibre obligatoire entre l'éducation académique et le sport pour les enfants ;

Le renforcement du rôle opérationnel du Centre de médecine du sport.
Afin d'amplifier la détection des talents nationaux, le texte consacre l'émergence de deux nouvelles structures institutionnelles : la Fédération du sport scolaire et la Fédération du sport universitaire. Enfin, le projet de loi matérialise une forte dimension mémorielle et citoyenne par la création du Conseil national des anciens sportifs, un cadre formel permettant aux anciennes gloires ayant honoré le drapeau malien de partager leur expertise et de s'impliquer dans le coaching des jeunes générations. Bénéficiant du suivi rigoureux de la Commission de la Promotion de la Femme, de la Famille, de la Protection de l'Enfant, de la Jeunesse, des Sports, du Travail et de l'Emploi du CNT, cette réforme globale dote le Mali d'un arsenal juridique moderne, capable de soutenir son statut grandissant de terre d'accueil des compétitions sportives africaines et internationales.

SÉANCE PLÉNIÈRE DU 10 JUILLET 2026



Médias confédéraux, aménagement du territoire et habilitation législative : le CNT achève sa session par le vote de quatre textes de loi

Sous la présidence de l'Honorable Malick Diaw, le Conseil national de Transition a repris, le vendredi 10 juillet 2026, ses travaux en séance plénière le jeudi 9 juillet 2026. Au cours de cette séance marquant la fin de la session ordinaire d'avril 2026, l'organe législatif a donné son quitus à quatre projets de loi relatifs à la souveraineté, l'aménagement du territoire et la continuité de l'action publique.

Espace Sahel : ratification des accords de création de « Tafouk TV » et « Daandè Liptako »

Dans le cadre du renforcement de l'espace communautaire, le CNT a examiné deux projets de loi d'importance stratégique visant à doter la Confédération des États du Sahel d'instruments de communication à la hauteur de ses ambitions politiques, économiques, sécuritaires et culturelles.

Le premier texte porte sur l'autorisation de la ratification de l'Accord relatif à la création de la Télévision de la Confédération, dénommée « Tafouk TV », signé à Bamako le 21 décembre 2025. Le second concerne l'Accord instaurant la Radio confédérale, baptisée « Daandè Liptako », signé à Ouagadougou le 26 novembre 2025. Défendus par le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Monsieur Abdoulaye Diop, ces textes ont été adoptés à l'unanimité des 123 membres présents du CNT.

Dans un contexte marqué par la désinformation, la guerre cognitive, les manipulations de l'information et des défis sécuritaires persistants, le Ministre Abdoulaye Diop a rappelé la nécessité impérative de diffuser une information crédible et équilibrée depuis l'espace confédéral. Ces médias auront pour missions cardinales de renforcer la souveraineté informationnelle de la Confédération, d'assurer la maîtrise de son narratif et de promouvoir son image, ses valeurs ainsi que ses réalisations. Les législateurs ont unanimement salué ces leviers destinés à consolider la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance communautaire.



Adoption de la création de la Direction générale de l'Aménagement et de l'Attractivité du Territoire

Poursuivant l'ordre du jour, les membres du Conseil national de Transition ont adopted à l'unanimité, par 124 voix pour, le projet de loi portant création de la Direction générale de l'Aménagement et de l'Attractivité du Territoire en République du Mali. Défendue par Monsieur Imran Abdoulaye Touré, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, cette réforme structurelle n'a enregistré aucun vote contre ni aucune abstention.

Cette évolution institutionnelle répond aux impératifs de marketing territorial, d'opérationnalisation des pôles de développement et de renforcement de la veille prospective de l'État. Saluant l'engagement du Conseil national de Transition et de sa commission des travaux publics, de l'habitat et des domaines, le Ministre Touré a réaffirmé la volonté des autorités de la transition de promouvoir un développement harmonieux face à l'immensité et à la diversité du territoire malien. La transformation de l'ancienne direction nationale en Direction générale offrira la flexibilité et les moyens requis pour planifier les actions publiques, avec pour objectif d'assurer à chaque citoyen un accès effectif aux services sociaux de base (éducation, santé, formation, emploi et mobilité).

Habilitation législative : le Gouvernement autorisé à légiférer par ordonnances

Enfin, le Conseil national de Transition a adopté le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances durant l'intersession. Défendu par Monsieur Yaya Gologo, Ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions, ce texte permet à l'Exécutif de garantir la continuité de son programme.

Conformément à l'article 1 du projet de loi, cette habilitation couvre la période allant de la clôture de la présente session jusqu'à l'ouverture de la session suivante, fixée au 5 octobre 2026. La Commission des lois a précisé que cette autorisation vise à mettre en œuvre des mesures nécessaires dans quatre domaines stratégiques : la gestion des services et organismes publics, l'organisation de la production, l'évolution des statuts du personnel de certaines catégories d'agents, et la ratification de traités et accords financiers. Le contrôle parlementaire demeure rigoureux : en vertu de l'article 121 de la Constitution du 22 juillet 2023, les projets de loi de ratification de ces ordonnances devront impérativement être déposés avant l'ouverture de la session d'octobre 2026.

Débutée le 14 avril 2026, la session ordinaire d'avril s'est officiellement close le vendredi 10 juillet 2026 par un discours solennel du Président du Conseil national de Transition, l'Honorable Malick Diaw.

LE NOUVEAU BUREAU DU CNT

Une première dans les annales parlementaires du Mali, à l'exception du Président de l'organe législatif, tous les autres membres du Bureau de l'Institution remettent au Président leur démission pour le renouvellement du Bureau. En effet, c'est ce qui se produisit le mercredi 22 avril 2026, les 14 membres du Bureau du CNT, ont remis leur démission au Président Malick DIAW.

Depuis son avènement en 2020 et l'élection de son Président Malick DIAW qui fut suivie de celle des autres membres du Bureau (6 vice-présidents, 2 questeurs et 6 secrétaires parlementaires), le Conseil national de Transition n'avait connu aucun mouvement de responsabilité au niveau de sa direction, à l'exception de deux cas, celui de M. Issa Kaou N'DJIM alors 4ème Vice-président dont le décret de nomination a été abrogé, et celui de M. Sory Kaba DIAKITE, 4ème Secrétaire parlementaire (nommé à de nouvelles fonctions). Ces derniers seront respectivement remplacés, le 15 mai 2023, par MM. Hamèye Founé MAHALMADANE et Alioune GUEYE.

Il convient de noter aussi que le CNT a enregistré les départs volontaires, il y a quelques années, au niveau des postes de 3ème Vice-président et de 1er Questeur ainsi que deux décès au niveau du Bureau (Assarid AG IMBARCAOUANE, 1er Vice-président, décédé le 25 mai 2024, et Mme DJIKINE Hatouma GAKOU, 2ème Vice-présidente, décédée le 1er avril 2025). Ces quatre postes étaient restés vacants et devaient donc être pourvus par élection, conformément à l'article 9, dernier alinéa du Règlement Intérieur du Conseil national de Transition.

Election d'un nouveau Bureau

Réunis en séance plénière le jeudi 23 avril 2026 au Centre International de Conférence de Bamako (CICB), les membres du Conseil national de Transition ont ainsi procédé à l'élection de leur nouveau Bureau.

Pour le renouvellement du Bureau, il a été constaté qu'une seule candidature était déposée pour chaque poste vacant, ce qui a épargné les membres du CNT du long processus de vote habituel, et leur a donné la latitude d'élire les membres du nouveau Bureau par acclamation. Ainsi, ce Bureau se compose comme suit :

- Président : Malick DIAW,
- 1er Vice-président : M. Hamèye Founé MAHALMADANE.
- 2ème Vice-président : Mme DIARRA Raky TALLA.
- 3ème Vice-président : M. Hamidou TRAORE.
- 4ème Vice-président : M. Mohamed Ousmane Ag MOHAMEDOUNE.
- 5ème Vice-président : Me Saran KEITA DIAKITE.
- 6ème Vice-président : M. Hadji BARRY.
- 1er Questeur : M. Adama NIARE.
- 2ème Questeur : M. Salif DOUMBIA.
- 1er Secrétaire parlementaire : Dr Amadou MAIGA.
- 2ème Secrétaire parlementaire : M. Nouhoum SARR.
- 3ème Secrétaire parlementaire : M. Amadou DIALLO.
- 4ème Secrétaire parlementaire : M. Alioune GUEYE.
- 5ème Secrétaire parlementaire : Mme Habibatou Nayouma TRAORE.
- 6ème Secrétaire parlementaire : Mme Oumou SANOGO.

Conformément aux dispositions de l'article 11 du Règlement Intérieur du Conseil national de Transition, la composition de son Bureau est communiquée au Président de la Transition, chef de l'Etat et au Premier ministre, chef du Gouvernement.

Sous l'égide du Président Malick DIAW, cet exercice institutionnel marque une étape clé pour l'efficacité des travaux législatifs.

Ce résultat témoigne de la cohésion de l'institution autour de ses instances dirigeantes pour relever les défis actuels auxquels est confronté la Transition.

Par ailleurs, la même séance plénière a permis de donner quitus au CNT pour recomposer les bureaux de quatre commissions générales :

Commission de la Promotion de la Femme, de la Famille, de la Famille, de la Protection de l'Enfant, de la Jeunesse, des Sports, du Travail et de l'Emploi :

- Vice-Président : Mme Zaleha ABDOULAYE
- Rapporteur : M. Koussé THERA

Commission du Développement Rural, de l'Environnement, de l'Assainissement et de l'Eau :

- Président : M. Mohamed Albachar TOURE
- Vice-Président : M. Kassoum DIARRA
- Rapporteur : M. Aboubacary DAFFE

Commission des Lois Constitutionnelles, de la Législation, de la Justice, des Droits de l'Homme et des Institutions de la République :

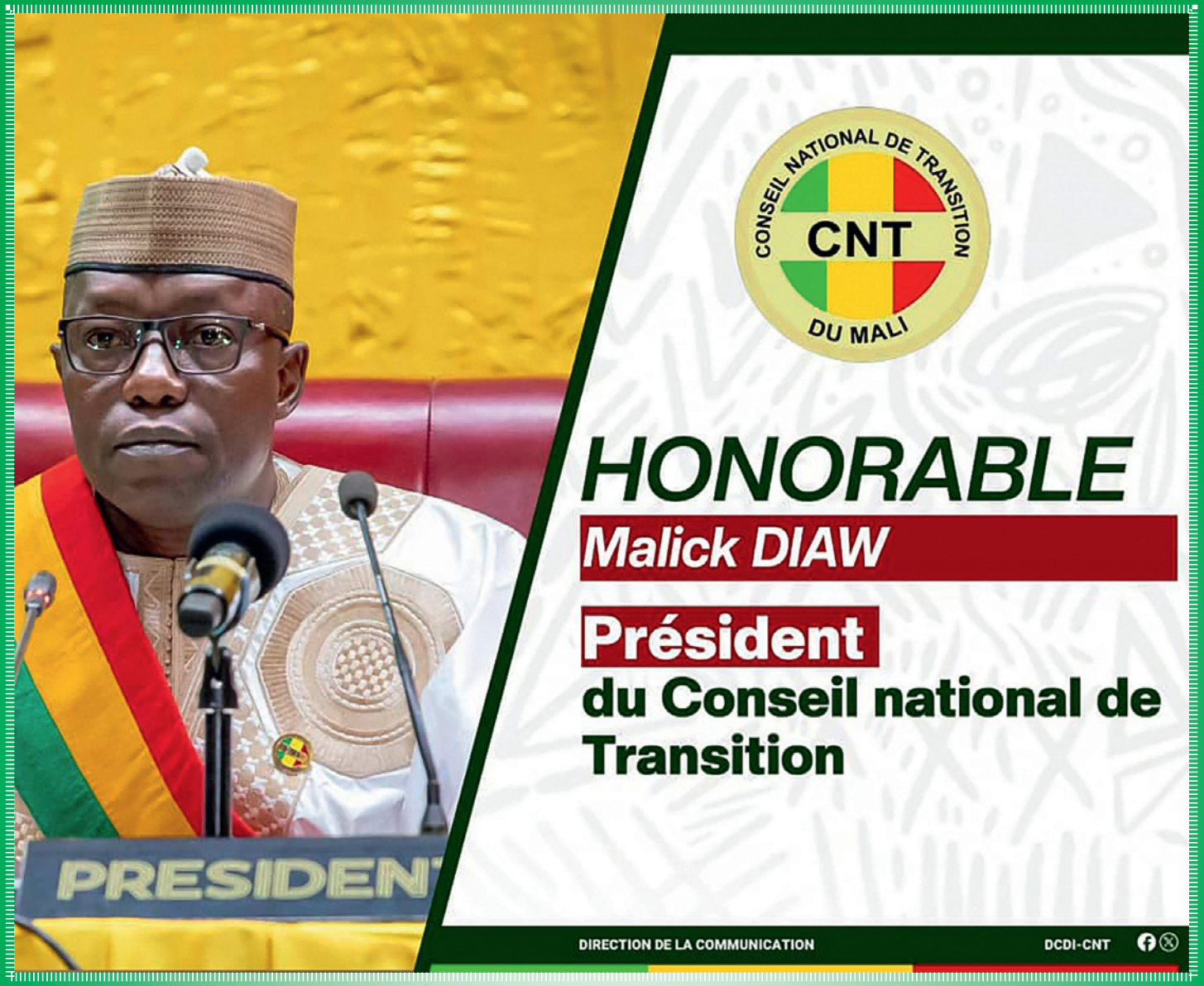
- Vice-Président : Me Boubacar N. DIALLO
- Rapporteure : Mme COULIBALY Aminata SANGARE

Commission de Contrôle

- Président : M. Alhassane AG AHMED MOUSSA
- Vice-Président : M. Oumar Z. DIARRA
- Rapporteure : DIALLO Fatoumata SISSOKO

Le renouvellement des bureaux de certaines commissions devrait permettre une analyse plus pointue des projets de texte et une meilleure surveillance de l'action gouvernementale.

Après ces différentes élections, le chef de l'institution parlementaire a insisté sur l'ampleur des responsabilités qui incombent aux collègues concernés. Dans le prolongement de son discours d'ouverture de la session d'avril, il a exhorté le Bureau à œuvrer avec abnégation pour la réussite de la mission de Transition. Il a rappelé que l'efficacité et l'unité de l'institution sont cruciales pour répondre aux attentes pressantes des populations maliennes.


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Malick DIAW
Président
du Conseil national de
Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Hameye Founé MAHALMADANE
1er Vice-Président
du Conseil national de
Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT

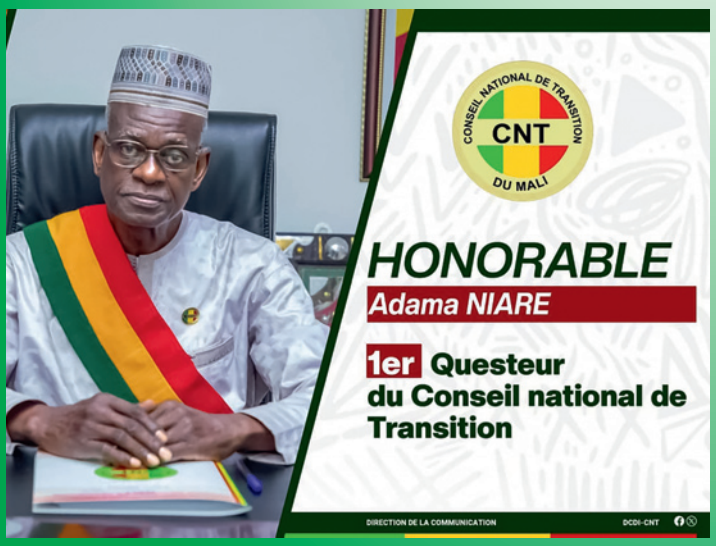

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Mme DIARRA Raky TALLA
2ème Vice-Présidente
du Conseil national de
Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Hamidou TRAORE
3ème Vice-Président
du Conseil national de
Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Mohamed Ousmane Ag
MOHAMEDOUN
4ème Vice-Président
du Conseil national de
Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Mme DIAKITE Saran KEITA
5ème Vice-Présidente
du Conseil national de
Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Hadji BARRY
6ème Vice-Président
du Conseil national de
Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Adama NIARE
1er Questeur
du Conseil national de
Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Salif DOUMBIA
2ème Questeur
du Conseil national de
Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Dr Amadou MAIGA
1er
Secrétaire Parlementaire du Conseil national de Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Nouhoum SARR
2ème
Secrétaire Parlementaire du Conseil national de Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Amadou DIALLO
3ème
Secrétaire Parlementaire du Conseil national de Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Alioune GUEYE
4ème
Secrétaire Parlementaire du Conseil national de Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Habibatou Nagnouma TRAORE
5ème
Secrétaire Parlementaire du Conseil national de Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT


CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
CNT
DU MALI
HONORABLE
Mme DICKO Oumou SANOGO
6ème
Secrétaire Parlementaire du Conseil national de Transition
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
DCDI-CNT

FOCUS

PROJET DE LOI PORTANT ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ.

PROJET DE LOI RELATIVE À L'INSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SÉCURITÉ DE PRODUITS PÉTROLIERS LIQUIDES ET GAZEUX.

PROJET DE LOI PORTANT STATUT GÉNÉRAL DES FONCTIONNAIRES.

Pour ce numéro, notre revue Jama consacre la rubrique FOCUS à trois projets de loi majeurs que le Conseil national de Transition a adoptés au cours de la session d'avril qui vient de s'achever le 11 juillet 2026. Il s'agit de :

- Projet de loi portant organisation générale de la Défense et de la Sécurité. (Etudié au fond par la Commission Défense).
- Projet de loi portant ratification de l'Ordonnance n° 2026-013/PT-RM du 10 avril 2026 portant institution du Stock national de Sécurité de produits pétroliers liquides et gazeux. (Etudié au fond par la Commission Finances).
- Projet de loi portant ratification de l'Ordonnance n° 2026-003/PT-RM du 02 mars 2026 portant Statut général des fonctionnaires. (Etudié au fond par la Commission Lois).

PROJET DE LOI PORTANT ORGANISATION GENERALE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE



Le projet de loi a été examiné au fond par la Commission de la Défense Nationale, de la Sécurité et de la Protection Civile et valablement défendu devant le CNT par le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Général de Division Daoud Aly MOHAMMEDINE en lieu et place de son homologue délégué auprès du Ministre de la Défense et des anciens Combattants qui était indisponible. Il a été adopté à l'unanimité par les membres du CNT présents au moment du vote.

LES INNOVATIONS DU PROJET DE LOI

Selon la Commission Défense, le texte de loi présente plusieurs avancées majeures, notamment :

- l'intégration de la Sécurité intérieure et de la cyber-défense dans le dispositif de sécurité nationale ;
- la clarification des responsabilités entre le Président de la République, le Gouvernement et les ministres concernés ;
- la distinction entre la chaine organique chargée de préparer les forces et la chaîne opérationnelle chargée de conduire les opérations ;
- la consécration de l'unicité du commandement opérationnel autour du Chef d'Etat-major général des Armées dans le cadre de la Défense opérationnelle du Territoire ;
- la création des Zones de Défense et de Sécurité permettant une meilleure coordination territoriale entre les acteurs civils et militaires ;
- la prise en compte de l'aspect sécuritaire dans l'intitulé du projet de texte ainsi reformulé « loi portant organisation générale de la Défense et de la Sécurité » ;

- la redéfinition de l'objet de l'organisation générale de la Défense et de la Sécurité dans le cadre de la Politique de Sécurité nationale ;
- l'institution du Conseil de Sécurité nationale et du Comité de Défense nationale comme organes d'orientation et de coordination à la disposition du Président de la République en remplacement du Conseil Supérieur de Défense et du Comité de Défense de la Défense nationale ;
- la redéfinition des responsabilités du Gouvernement en matière de Défense et de Sécurité ;
- l'attribution de la fonction de président du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes au Premier ministre ;
- la permutation des rôles entre ministre chargé de l'Administration territoriale et le ministre chargé de la Sécurité dans la préparation et la mise en œuvre de la défense civile ;
- l'attribution de responsabilités particulières en matière de Défense et de Sécurité au ministre chargé des Affaires étrangères ;
- la modification du Titre IV qui organisera les Forces Armées et de Sécurité suivant deux (02) chaînes de commandement : la chaîne de commandement organique et la chaîne de commandement opérationnel en lieu et place de l'organisation territoriale et opérationnelle de la Défense ;
- la détermination de la composition des chaînes de commandement organique et opérationnel ainsi que la définition des missions de leurs organes constitutifs en harmonie avec les réalités du terrain ;
- le rattachement des Etats-majors d'Armée, des Directions de Service et des structures participant au fonctionnement des Forces Armées et de Sécurité ;
- l'exercice de l'autorité du Chef d'Etat-major général des Armées sur la Direction générale de la Police nationale et la Direction générale de la Protection civile dans le cadre de la Défense opérationnelle du Territoire (DOT) en application de la Loi n°2022-037 du 27 octobre 2022 portant militarisation de la Police nationale et de la Protection civile ;
- l'insertion d'un Titre VI qui traite de la constitution des ressources allouées à la Défense et à la Sécurité.

En somme, poursuit le rapport de la Commission Défense, « ce projet de loi renforce la cohérence de la gouvernance sécuritaire, améliore la coordination interministérielle et dote l'Etat d'un cadre plus adapté aux menaces contemporaines par une prise en compte globale des enjeux de sécurité intérieure, ainsi que la nécessité de clarifier les responsabilités des différents acteurs ».

PROJET DE LOI PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE № 2026-013/PT-RM DU 10 AVRIL 2026 PORTANT INSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SECURITE DE PRODUITS PETROLIERS LIQUIDES ET GAZEUX



Parmi les sujets brûlants taraudant les esprits des Maliens depuis la récente crise dite de carburants ayant occasionné en son temps, des files d'attente vertigineuses presque 24 H/24 au niveau des stations-services, figure incontestablement et en priorité l'institution d'un stock national de produits pétroliers liquides pour pouvoir faire face à leurs besoins. C'est pour satisfaire cette demande cruciale et vitale des populations que le ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances, a initié une ordonnance allant dans ce sens. Adoptée par le Conseil des Ministres en sa séance du 1er avril 2026, cette ordonnance a été ratifiée à l'unanimité des membres présents du Conseil national de Transition lors de sa séance plénière du 25 juin 2026 et jour suivant.

Examiné au fond par la Commission des Finances, et pour avis par les Commissions Lois et Mines/Energies/Eau, ce projet de loi a été défendu devant les membres du CNT par le ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances, M. Alousséni SANOU.
La Commission des Finances, de l'Économie, du Plan, de la Promotion du Secteur Privé et des Industries a adressé dans son rapport, deux recommandations au ministre d'Etat, à savoir : examiner les possibilités de réhabilitation des dépôts existants non fonctionnels et mettre en place dans les meilleurs délais les dispositifs de rotation technique conformément aux règles de gestion des dépôts.
Après avoir validé les différents rapports des Commissions saisies, M. le Ministre d'Etat a remercié « les

membres du CNT pour l'accompagnement, l'appui, les suggestions et les observations qui nous permettent tous les jours d'améliorer ce que nous faisons ». A la suite d'un vote unanimement favorable et les félicitations du CNT, il a conclu ses interventions en ces termes : « Je voudrais remercier l'ensemble des Honorables membres du Conseil national de Transition pour ce vote, et remercier les Honorables membres de la Commission Finances pour leur accompagnement régulier et constant, et vous assurer que les termes du projet de loi vont être rigoureusement mis en œuvre pour que nous puissions atteindre les objectifs qui sont fixés dans le document ».

Le Mali est un pays enclavé non producteur de pétrole. Il est un importateur net de produits pétroliers. Les besoins sont satisfaits à partir du Niger et des ports du Sénégal, de la Gambie, de la Mauritanie, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin. Le fonctionnement normal des secteurs de la production d'électricité, des transports, des télécommunications, des mines et des industries, de la sécurité et de la défense, de la consommation des ménages, etc., est largement tributaire de ces approvisionnements.

Les importations de produits liquides en 2024 se sont chiffrées à 2 665 106 m^3 contre 2 621 513 m^3 en 2023, soit une progression de 1,66 %. Quant au gaz butane, les importations ont été de 15 838 tonnes et 13 847 tonnes durant les mêmes périodes, soit une hausse de 14,38 %. Il est à prévoir une hausse continue de la demande de ces produits dans les années à venir, compte tenu de la croissance de la population et de l'économie. Or, les crises successives survenues aux plans national et international (mars 2012, août 2020, COVID-19 mars 2020, la crise russo-ukrainienne 2022...) et les attaques des groupes terroristes contre les camions citernes perpétrées depuis 2025 ont démontré la fragilité de notre système d'approvisionnement en produits pétroliers liquides et gazeux. Le Gouvernement a été amené à intervenir, à plusieurs reprises, pour éviter des ruptures dans l'approvisionnement et contenir les conséquences de la flambée des prix internationaux grâce à des subventions. Ces crises ont également montré la nécessité pour notre pays de disposer en permanence de réserves stratégiques pour des raisons de sécurité et de souveraineté nationales.

En effet, disposer des réserves stratégiques en produits pétroliers permet de protéger l'économie nationale contre les conséquences des hausses conjoncturelles des prix et les perturbations logistiques, d'assurer la continuité des activités et des services vitaux et de renforcer la sécurité énergétique nationale.
Le Mali a une expérience en matière de constitution de stock de sécurité de produit pétroliers. C'est ainsi que sur le plan institutionnel, il a été créé en 1992 l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), lequel a été remplacé en 2022 par l'Office Malien des Produits Pétroliers (OMAP) doté du statut d'Etablissement public à caractère Industriel et Commercial et chargé, entre autres, de construire les infrastructures de stockage de produits pétroliers, de constituer, de conserver et de gérer le stock national de sécurité en produits pétroliers.

Sur le plan matériel, actuellement trois (3) dépôts de produits pétroliers sont opérationnels et destinés au réseau de distribution. Ces dépôts totalisent un volume global de 47 206 m^3 dont le dépôt/OMAP de 16 000 m^3 appartenant à l'Etat et deux dépôts privés totalisant 31 206 m3. Le quatrième dépôt d'une capacité de 4 900 m^3, sis à l'Aéroport International Président Modibo Kéita-Sénou (AIPMKS), est destiné uniquement au jet A-1 (carburant-aviation). Il est à faire observer que tous les dépôts opérationnels sont situés à Bamako et environs.
Le volume global des dépôts fonctionnels (y compris le dépôt Hydrant Refueling System-HRS) de 52 106 m^3 représente 23,46 % des besoins moyens mensuels du pays en 2024 estimés à 222 092 m^3.

Concernant le gaz butane, les centres emplisseurs ont une capacité totale de 2 180 tonnes.
Les capacités de stockage apparaissent donc insuffisantes et exposent le pays à des ruptures dans l'approvisionnement de produits stratégiques, c'est pourquoi, conformément aux orientations politiques visant à la consolidation de notre Etat souverain, il a été décidé de constituer un stock national de sécurité couvrant 45 jours de consommation pour le supercarburant, le gazole, le jet A-1 et le gaz butane. La constitution d'un stock de sécurité est réglée aujourd'hui dans la plupart des pays, y compris les pays producteurs.

La constitution du stock national de sécurité nécessite la construction des dépôts de stockage des produits pétroliers et l'immobilisation de 45 jours de consommation de stock de produits. La construction des infrastructures revient à l'Etat.
Pour les besoins de 45 jours de consommation, le coût de construction des dépôts (244 633 m^3 pour les produits liquides et 11 000 tonnes métriques pour le gaz butane) est de 160,739 milliards de FCFA, suivant les estimations de l'Office malien des Produits pétroliers (OMAP).

Le stock national de sécurité sera géré par l'Office malien des Produits pétroliers (OMAP). Cependant, pour des raisons stratégiques, après avis favorable de l'autorité de tutelle, l'OMAP pourra déléguer aux opérateurs pétroliers privés la constitution d'une partie du stock de sécurité. Cette délégation ne peut dépasser la moitié du niveau du stock.

Le financement de la constitution du stock national de sécurité nécessite l'institution de deux taxes parafiscales (la taxe stock de sécurité et la taxe rémunération stock de sécurité). Les investissements pour la construction des infrastructures seront prévus sur le moyen et long terme.

PROJET DE LOI PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE № 2026-003/PT-RM DU 02 MARS 2026 PORTANT STATUT GENERAL DES FONCTIONNAIRES



Ce projet de loi de ratification, initié par le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, a été adopté par le Conseil des Ministres, en sa séance du 13 février 2026 et adopté par le Conseil national de Transition lors de la séance publique du 21 mai 2026. Il a été étudié au fond par la Commission des Lois et défendu par le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, M. Fassoum COULIBALY.

LES INNOVATIONS

La Commission des Lois précise que cette relecture permettra d'apporter les innovations suivantes :

- la définition du champ d'application du Statut général conformément à la Constitution ;
- la prise en compte du Service national des Jeunes dans le stage probatoire;
- la garantie de l'équité en matière d'avancement de catégorie par voie de formation ;
- la rationalisation de la formation continue des fonctionnaires, à travers la prise en compte du plan national de recrutement et du plan national de formation et l'institution d'un test pour entreprendre une formation diplômante devant aboutir à un changement de catégorie ;
- l'institution du système d'évaluation du personnel en lieu et place de la notation, conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats (GAR) ;
- la précision de la position du fonctionnaire appelé à servir au sein d'une Autorité Administrative Indépendante ;
  l'institution d'un délai de prescription en matière de réclamations de droits pour les Fonctionnaires ;
- la prise en compte du Conseil national du Dialogue social parmi les organes de gestion de la Fonction publique ;
- le renforcement du pouvoir du ministre chargé de la Fonction publique en matière de sanctions disciplinaires ;
- la consolidation de certaines modifications intervenues ;
- la modification du nombre d'échelon et des indices de la grille prévue par l'Ordonnance n°2021-003/PT-RM du 16 juillet 2021 portant grille unifiée des personnels relevant des Statuts des Fonctionnaires de l'Etat, des Collectivités territoriales, des Statuts autonomes et des Militaires tout en restant dans la limite du plancher et du plafond des indices ;
- l'institution de l'indemnité de départ à la retraite pour les Fonctionnaires, à l'instar des travailleurs régis par le Code du travail ;
- l'élaboration d'une nouvelle grille avec une diminution du nombre d'échelons en vue de la rendre plus attractive.

En outre, la Commission des Lois a souligné que l'innovation majeure de ce projet de loi est l'indemnité de départ à la retraite, qui aligne le régime des fonctionnaires sur celui des travailleurs du secteur privé régis par le Code du travail. Ce qui a justifié le grand intérêt porté à ce projet de loi par les bénéficiaires.

GOUVERNANCE ET SÉCURITÉ



LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION ACCUEILLE LA 5ÈME PROMOTION DE L'ÉCOLE DE GUERRE DU MALI.

Le jeudi 21 mai 2026, les Auditeurs de la 5ème promotion de l'École de Guerre du Mali ont effectué une visite d'immersion au Conseil national de Transition au Centre International de Conférences de Bamako (CICB). Accueillie par le 1er Vice-président, Honorable Hamèye Founé Mahalmadane en présence du Président de la commission de la Défense nationale, de la Sécurité et de la Protection civile, la délégation a été présentée par le Général de Division Oumar Dao, commandant de l'École de Guerre du Mali. Cette 5ème promotion se distingue par sa forte dimension régionale, réunissant, aux côtés des officiers maliens, des Officiers supérieurs venus de neuf pays partenaires : le Burkina Faso, le Cameroun, la Guinée Conakry, le Maroc, le Niger, le Tchad, le Togo, le Sénégal et le Mali. Cette diversité illustre le rayonnement de l'établissement et sa vocation à devenir une référence académique adaptée aux réalités africaines.

Lors de son mot de bienvenue, le Président du Conseil national de Transition, l'Honorable Malick Diaw, a tout d'abord invité l'assistance à observer une minute de silence en mémoire de l'ensemble des victimes civiles et militaires, maliennes comme étrangères, tombées sous les coups du terrorisme.



Il a également dédié une pensée pieuse aux victimes des événements du 25 avril 2026, saluant tout particulièrement la mémoire du regretté Général d'armée Sadio Camara, alors ministre d'État, ministre de la Défense et des Anciens combattants, l'un des fondateurs de l'École de Guerre du Mali. Poursuivant son propos, le Président de l'organe législatif a salué le caractère mémorable de cette immersion parlementaire. Il a souligné que cette démarche est essentielle pour permettre aux futurs hauts responsables militaires de saisir les enjeux géopolitiques et de traduire efficacement la volonté politique en ordres opérationnels.

Mettant en avant la vocation régionale de l'École de Guerre, le Président du Conseil national de Transition a rendu un hommage appuyé au leadership du Général d'armée Assimi Goïta, Président de la Transition, ainsi qu'à l'engagement des autorités de la Transition, acteurs clés du succès de cette institution ainsi que la résilience de notre peuple. L'Honorable Malick Diaw a conclu en exhortant les auditeurs à se positionner comme les futurs garants de la paix, de la souveraineté et du développement du continent, tout en réaffirmant l'importance du Conseil national de Transition dans le processus de refondation de l'État.

Le point d'orgue de la journée a été marqué par un panel magistral animé par le 1er Vice-président du Conseil national de Transition, l'Honorable Hamèye Founè Mahalmadane. Ce dernier a exposé avec méthode l'organisation et le fonctionnement de l'Institution, ainsi que les procédures d'examen et d'adoption des textes législatifs. La présentation a été suivie d'une session interactive riche, au cours de laquelle une dizaine de questions touchant à la sécurité nationale, à la coopération régionale et au contrôle de l'action gouvernementale ont trouvé des réponses précises auprès des membres du Conseil national de Transition.

Après le visionnage d'un magazine institutionnel dédié aux réformes majeures portées par le Conseil national de Transition, les auditeurs ont assisté à la séance plénière du jour. Ils ont ainsi pu observer la pratique parlementaire en direct lors de l'examen et de l'adoption du projet de loi portant ratification de l'ordonnance du 2 mars 2026 relative au statut général des fonctionnaires.

Cette initiative, saluée pour sa haute portée pédagogique et symbolique, consacre la volonté des autorités militaires de rapprocher les Institutions de l'État. Pour les Officiers de la 5ème promotion, cette journée d'étude constitue un jalon précieux dans leur préparation aux responsabilités de haut commandement.



DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2026

Présentation sur le Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP) 2027–2029

Le 29 juin 2026 au Centre international de conférences de Bamako (CICB), le Conseil national de Transition a ouvert l'atelier du Débat d'orientation budgétaire (DOB) pour la période 2027–2029. Présidée par le 1 vice-président du CNT, l'Honorable Hamèye Founè Mahalmadane, et le ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, cette 9ème édition sous le régime du budget-programmes vise à cadrer la politique budgétaire pluriannuelle de l'État.

Le Rôle et les Prérogatives du Parlement (CNT)

- L'Honorable Hamèye Founè Mahalmadane a rappelé l'importance constitutionnelle du DOB (article 51 de la loi organique) :

- Permettre à la représentation nationale d'évaluer les recettes, dépenses, dettes publiques et la santé des entreprises publiques.



Les Orientations et Objectifs Macroéconomiques (2027–2029)

Présenté par le ministre Alousséni Sanou, le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) s'appuie sur la Stratégie nationale pour l'émergence et le développement durable (SNEDD) 2024–2033.

- **Priorités stratégiques** : Sécurisation du territoire, approvisionnement en produits pétroliers, et consolidation de la Confédération des États du Sahel (AES).
- **Indicateurs clés prévus** :
  - **Croissance du PIB réel** : 6,5 % en moyenne.
  - **Inflation** : Maîtrisée sous la barre des 3 %.
  - **Pression fiscale** : 14,6 % en moyenne.
  - **Déficit budgétaire** : Contenu à 2,2 % (conforme aux normes UEMOA).
  - Renforcer le contrôle parlementaire et l'évaluation des politiques publiques.

Transparence et Vision de Refondation

Le CNT réaffirme son engagement envers la bonne gouvernance et l'orthodoxie financière :

- **Renforcement de la gestion interne** : Mise en œuvre d'un Manuel des procédures administratives, financières et comptables, en plus du code d'éthique et de déontologie.
- **Transparence des rémunérations** : Depuis le 1 janvier 2026, les émoluments des membres du CNT sont encadrés par la loi organique du 31 juillet 2025 et gérés directement par le Bureau central de la solde.

Objectif global : S'inscrire dans la refondation du « Mali Koura » et sa vision à l'horizon 2063 pour bâtir une nation souveraine, sécurisée et économiquement résiliente.

SESSIONS CONFÉDÉRALES DES PARLEMENTS DE L'AES



Le Président Malick Diaw est arrivé à Ouagadougou pour une séance de travail



Le Président du Conseil national de Transition l'Honorable Malick DIAW, est arrivé le samedi 27 juin 2026 à Ouagadougou.

Cette visite officielle s'inscrit dans le cadre d'une haute rencontre de travail réunissant les chefs de parlements de la Confédération des États du Sahel (AES), prévue les 29 et 30 juin 2026 dans la capitale burkinabè, et dédiée au fonctionnement optimal de l'instance des sessions confédérales.

À sa descente d'avion à l'aéroport international de Ouagadougou, Le Président Malick Diaw a été solennellement accueilli par le Président de l'Assemblée législative du peuple du Burkina Faso, le Dr Ousmane BOUGOUMA. Pour la circonstance, ce dernier était entouré d'une importante délégation de parlementaires ainsi que des membres de l'Ambassade de la République du Mali au Burkina Faso, venus exprimer leurs vœux de bienvenue dans une atmosphère empreinte de fraternité et de profonde communion entre les peuples de l'espace communautaire.
Cette session de premier plan réunira les présidents des Parlements du Burkina Faso, du Mali et du Niger autour de questions d'intérêt commun, ayant pour objectif le renforcement structurel de la coopération parlementaire au sein de la Confédération.

Cette rencontre fait suite aux travaux fondateurs tenus à Ouagadougou les 18 et 19 septembre 2025, au cours desquels avaient été adoptés puis transmis aux Chefs d'État le projet de Règlement intérieur ainsi que la proposition de Protocole additionnel au Traité relatif aux sessions confédérales. La présente rencontre de Ouagadougou permettra ainsi aux chefs d'institutions d'acter un calendrier opérationnel et consensuel de mise en œuvre, offrant une feuille de route rigoureuse pour la conduite globale de ce processus historique.

CULTURE : Le Président Malick Diaw honore la mémoire de Yambo Ouologuem à travers le cinéaste Kalidou Sy





Au lendemain de la projection nationale du documentaire « Yambo Ouologuem, la Blessure », le Président du Conseil national de Transition, l'Honorable Malick Diaw, a accordé ce jeudi 2 avril 2026, une audience au réalisateur sénégalais Kalidou Sy.

Après avoir conquis le public le 31 mars dernier à la salle des Banquets du CICB, le réalisateur Kalidou Sy a réservé sa première sortie officielle à l'organe législatif de la Transition. Cette rencontre a été placée sous le signe de la reconnaissance mutuelle et de la réhabilitation historique. L'œuvre de Kalidou Sy redonne en effet ses lettres de noblesse à Yambo Ouologuem, illustre écrivain malien et premier Africain lauréat du prix Renaudot en 1968, dont le parcours fut marqué par une longue période d'ombre.

À l'issue de l'entretien, Monsieur Sy a exprimé sa profonde gratitude envers le Président du Conseil national de Transition pour l'intérêt porté à ce projet mémoriel. « L'objectif était de faire découvrir Ouologuem aux nouvelles générations qui ignorent souvent qu'il a révolutionné la littérature avec Le Devoir de violence. Il s'agit de le replacer au panthéon des géants, aux côtés d'Amadou Hampâté Bâ ou d'Ahmadou Kourouma », a-t-il déclaré.

L'Honorable Malick Diaw a salué avec force le courage et la persévérance du réalisateur. En rendant hommage à Yambo Ouologuem, qu'il considère comme « une référence intellectuelle et morale éternelle pour le Mali », le Président du Conseil national de Transition, a adressé un message de fierté à la famille de l'illustre disparu.

Cette audience s'inscrit dans la continuité des actions du Conseil national de Transition, pour la promotion du patrimoine national.

Il convient de rappeler que, le 31 mars, le Président Malick Diaw, accompagné d'une délégation du Conseil national de Transition, a assisté à la cérémonie de lancement officiel du film « La Blessure ». Cet événement, marqué par la présence du Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a été suivi d'une interview exclusive accordée par le Président Diaw à l'ORTM. Au cours de cet entretien, il a mis l'accent sur l'importance de l'année 2026–2027, dédiée à l'Éducation et à la Culture.



RENFORCEMENT DES CAPACITES

CNT : l'ENA forme les cadres et agents du protocole du CNT et du Cabinet du PCNT sur le protocole

L'École Nationale d'Administration (ENA) de Bamako abrite, du 13 au 17 juillet 2026, une session de formation intensive dédiée au renforcement des capacités des agents du protocole du Conseil national de Transition . Ce programme de perfectionnement réunit douze (12) auditeurs issus de la Direction du Protocole et de la Coopération Interparlementaires ainsi que du Cabinet du Président de l'organe législatif.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Premier Vice-président du CNT, l'Honorable Hamèye Founé Mahalmadane, représentant le Président de l'institution, l'Honorable Malick Diaw. Étaient également présents le Directeur général de l'ENA, le Professeur Balla Diarra, et le facilitateur principal de la session, Monsieur Mamadou dit Mamari Tangara, praticien de haut niveau et adjoint au protocole de la Présidence de la République.

Dans son allocution de bienvenue, le Pr Balla Diarra a exprimé sa gratitude au Président du CNT pour le choix porté sur l'ENA. Il a rappelé que cette démarche s'inscrit dans le sillage de la lettre circulaire n°0–110 du Premier ministre du 20 août 2025, instruisant les institutions républicaines d'associer l'ENA à l'exécution de leurs plans de formation continue.
Le Directeur général a souligné l'impact stratégique de la formation permanente, qualifiée de levier rapide pour moderniser la gouvernance administrative. Selon lui, face aux contraintes capacitaires de la formation initiale, le perfectionnement des agents actifs demeure la voie idoine pour « construire une masse critique de fonctionnaires certifiés et maintenir un vivier de compétences significatives ».

Transmettant les salutations du Président Malick Diaw, l'Honorable Hamèye Founé Mahalmadane a réaffirmé que cette session découle des réformes internes initiées par la présidence du CNT, axées sur la valorisation du capital humain.

S'adressant directement aux participants, le Premier Vice-président a insisté sur la sensibilité de leur mission : « Vous êtes la vitrine de notre institution et le reflet de sa réputation. Le rôle d'un agent du protocole dépasse largement la simple organisation de cérémonie. Vous êtes le pivot entre les invités de marque, les autorités et l'institution elle-même. » Face aux mutations contemporaines et à la digitalisation des pratiques, il a exhorté les agents à allier tradition, courtoisie et réactivité.

Cinq jours durant, l'accent sera mis sur la maîtrise des protocoles diplomatiques, administratifs et parlementaires, la gestion des cérémonies officielles, la communication protocolaire ainsi que la résolution des situations d'urgence. L'objectif global est de réactualiser le corpus de compétences de chaque participant pour le mettre en phase avec les évolutions technologiques, sociales et politiques actuelles.

En saluant l'expertise du formateur et l'engagement de la direction de l'ENA, l'Honorable Hamèye Founé Mahalmadane a invité les auditeurs à faire preuve d'assiduité et d'engagement, avant de déclarer officiellement ouverte cette session cruciale pour le rayonnement de l'organe législatif de la Transition.



DISCOURS DE CLOTURE DE LA SESSION ORDINAIRE D'AVRIL 2026



Mesdames et messieurs les membres du gouvernement ;
Honorables membres du Conseil national de Transition ;
Mesdames et messieurs,

Louanges à Dieu le tout miséricordieux grâce à qui il me revient l'honneur de prononcer le présent discours de clôture au terme des travaux de la session ordinaire d'avril 2026, du Conseil national de Transition.

Durant trois mois bien densifiés, notre Institution a rempli avec responsabilité, rigueur et patriotisme la mission que lui confie la Nation en tant qu'organe législatif de la Transition jouant le rôle central dans l'examen des textes et le suivi des réformes.
Au départ, nous avions souhaité des débats nourris, des analyses approfondies, des décisions prises dans le seul intérêt supérieur de la Nation. Et aujourd'hui, le constat est que les promesses ont été ténues, les objectifs atteints, alors les espoirs comblés.

Messieurs les ministres ;
Chers collègues,
La présente session s'achève dans un contexte national particulièrement éprouvant.
En effet, depuis les attaques terroristes complexes et simultanées du 25 avril 2026, notre pays traverse l'une des périodes les plus cruciales de son histoire. Ces attaques barbares ont coûté la vie à certains de nos compatriotes ; civils comme militaires et ont arraché à la Nation, un serviteur de l'Etat de premier plan, le Général d'armée Sadio Camara, dont le sacrifice restera gravé dans la mémoire collective de notre vaillant peuple.
Et après cette forfaiture du 25 avril des obscurantistes, notre pays vient de faire face, le samedi 4 juillet 2026, à une récidive des forces du mal vaillamment repoussée par nos FAMA.
Ces énièmes actes criminels traduisent la volonté persistante des ennemis de notre Nation de semer la peur, de remettre en cause notre souveraineté et de freiner la dynamique de refondation engagée par les plus hautes autorités de notre pays.
Le peuple malien dit non à la capitulation, à la résignation, au dictat des ignobles et perfides des pays sponsors des terroristes. Les maliens restent debout, demeurent plus que jamais forts et font résolument face à son développement pour la prospérité.
Il me plait de saluer la vision et le leadership du President de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOITA et surtout le courage, le professionnalisme, la réactivité et le sens élevé du devoir de nos forces de défense et de sécurité. Nous exprimons aussi toute notre reconnaissance et tout notre soutien aux familles des martyrs, aux blessés ainsi qu'à tous ceux qui contribuent quotidiennement à la préservation de notre souveraineté retrouvée souvent au prix du sacrifice Supreme.

Messieurs les ministres ;
Chers collègues,
Les événements récents confirment que la lutte contre le terrorisme ne peut être gagnée que dans la solidarité entre les peuples du Sahel.
A cet égard, je me réjouis de la consolidation de la Confédération des États du Sahel. Cette belle Alliance poursuit si heureusement sa montée en puissance, tant sur les plans politique, diplomatique, économique, sécuritaire que parlementaire. La mutualisation des moyens, la consolidation de la Force unifiée et la coordination croissante entre nos États, démontrent à suffisance la pertinence du choix opéré par nos chefs d'État.
Je voudrais également condamner avec la plus grande fermeté, les attaques qui ont visé les États frères, notamment, celles perpétrées contre l'aéroport de Niamey au Niger. Des actes ignobles, désespérés des terroristes et leurs sponsors ; c'est la preuve tangible que les ennemis de notre espace commun cherchent à fragiliser la dynamique d'intégration et de souveraineté portée par l'AES. Mais ils trouveront une riposte vigoureuse qui s'appelle : actions collectives, mouvements coordonnés, détermination sans faille, toutes choses qui réduisent au néant l'ignominie de nos ennemis qui n'a d'égal que leur déloyauté.

Messieurs les Ministres ;
Honorables membres du Conseil national de Transition,
Au-delà des préoccupations sécuritaires, notre Institution a au cours de la session qui s'achève, exécuté son travail législatif avec responsabilité. Plusieurs textes majeurs ont été examinés avec sérieux, analysés en profondeur, débattus avec clarté et adoptés dans l'impartialité et la justesse. Il s'agit de :
- la loi portant ratification de l'Ordonnance n° 2026-003/PT-RM du 02 mars 2026, portant Statut général des fonctionnaires ;

-la loi portant ratification de l'Ordonnance n° 2026-004/PT-RM du 02 mars 2026, portant création de la Société de Patrimoine minier du Mali ;
-la loi organique fixant l'organisation, les règles de fonctionnement et de désignation des membres du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel ainsi que les conditions de destitution et de remplacement du Président ;
-la loi organique fixant les attributions, la composition, l'organisation et les règles de fonctionnement du Conseil supérieur de la Magistrature ;
-la loi portant Lutte contre la Traite des Personnes ;
-la loi portant Lutte contre le Trafic illicite des Migrants ;
-la loi portant création de l'Office Malien de Substances précieuses.
Comme vous le constatez, ces lois et toutes celles votées participent au renforcement de notre architecture institutionnelle, à l'amélioration de la gouvernance publique, à la consolidation des finances de l'Etat, au développement économique ainsi qu'à la poursuite des réformes engagées dans le cadre de la refondation.
C'est le lieu pour moi de féliciter et remercier l'ensemble des commissions pour la qualité du travail accompli.

Messieurs les Ministres ;
Chers collègues,
Parallèlement au travail législatif, le Conseil national de Transition s'est préoccupé de la vie quotidienne des populations maliennes car il n'a ménagé aucun effort dans l'exercice de son pouvoir de contrôle de l'action gouvernementale.
A cet effet, plusieurs séances d'écoutes ont été effectuées par les Commissions générales en plus des questions écrites adressées aux membres du Gouvernement.
Par ailleurs, au chapitre de la diplomatie parlementaire, nous nous réjouissons des missions conduites à l'extérieur du pays pour faire entendre la voix du Mali dans les rencontres parlementaires à travers le monde. La semaine passée, j'ai participé avec une délégation à une rencontre de travail des Présidents des parlements de la Confédération des Etats (AES) à Ouagadougou. Cette rencontre entre dans le cadre de l'opérationnalisation des sessions confédérales des parlements de l'AES. Et, je peux vous annoncer que très bientôt les Sessions Confédérales des parlements de l'AES seront une réalité.

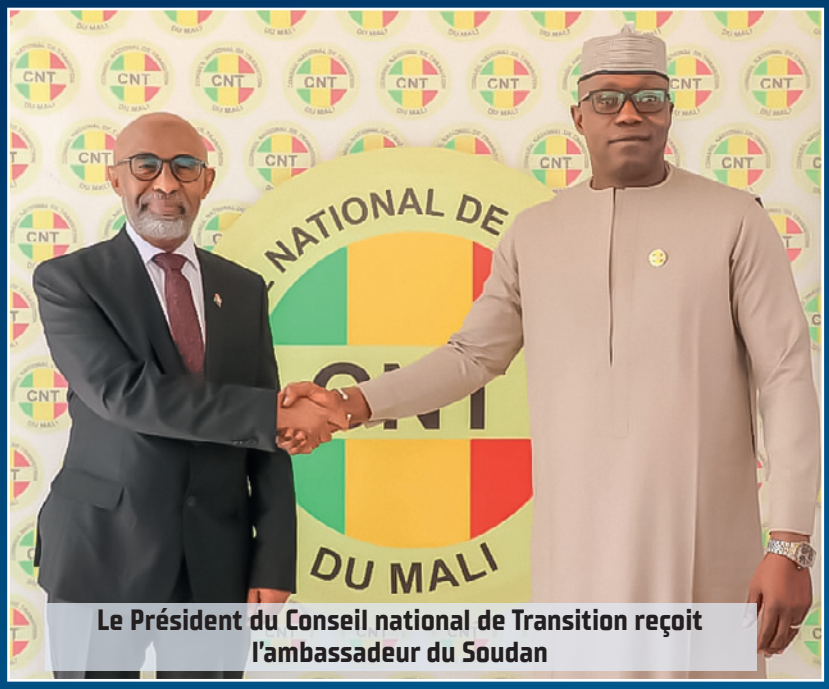
Messieurs les Ministres ;
Chers collègues,
Nous avons aussi reçu au cours de cette session une délégation de l'Ecole de Guerre du Mali, dans le cadre de leur programme de formation.
Cette visite au Conseil national de Transition aura permis aux Officiers auditeurs de l'Ecole de Guerre du Mali de trouver un meilleur éclairage sur le rôle et la place de notre organe législatif dans l'architecture de défense et de sécurité nationales ainsi que son fonctionnement dans l'animation de la vie publique.
Il me plait aussi de saluer la tenue du débat d'orientation sur le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2027-2029 qu'exige de nous l'article 56 de la loi n° 2025-038 du 15 août 2025, portant loi organique relative aux lois de finances.
Honorables membres du Conseil national de Transition, je tiens à vous féliciter pour l'adoption de notre budget pour l'exercice 2027. L'adoption de notre budget à ce moment de l'année traduit l'application des reformes que nous avons initiées particulièrement le manuel de procédures administrative, financière et comptable.
Tout le mérite vous revient. Soyez en remercier.
Dans le cadre du renforcement des capacités des travailleurs parlementaires
Le Conseil national de Transition a fait participer six (6) cadres à un atelier de haut niveau sur la légistique et le travail gouvernemental organisé par le Centre de Formation et de Développement (CFD). De même douze (12) cadres de nos services démarreront le lundi prochain une formation sur le protocole organisée en partenariat avec l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A).
C'est dire que la mise en œuvre efficiente des réformes engagées se poursuit avec méthode et planification pour le bien de notre Institution et du pays.

Messieurs les Ministres ;
Chers collègues,
Avant de terminer mon propos, j'exprime ma profonde gratitude au Ministre de la Refondation chargé des Relations avec les Institutions, aux membres du Gouvernement, aux cadres des différents ministères, à mon Cabinet, au personnel parlementaire, aux services de sécurité ainsi qu'à toutes les personnes ressources qui ont concourus au succès de nos travaux durant cette session.
Je voudrais en votre nom saluer particulièrement l'ensemble de la presse malienne pour la couverture de nos travaux et pour avoir relayer la vraie information sur les derniers évènements que les pays de l'AES ont vécu.
En ce début d'hivernage, j'implore le Tout Puissant pour qu'il accorde à notre pays, une bonne saison de pluie, d'excellentes récoltes pour nos champs et de bons pâturages pour notre cheptel.
Je demande surtout au Gouvernement de finaliser les travaux de voiries urbaines et de prendre toutes les dispositions appropriées pour éviter les inondations qui sont extrêmement préjudiciables à nos populations.
Au demeurant, je félicite le Gouvernement pour la bonne organisation des examens de fin d'année. Je souhaite bonne chance aux candidats qui n'ont pas encore leurs résultats.
A tous nos compatriotes qui ont eu la chance d'accomplir leur devoir religieux, sur les lieux saints de l'islam cette année, je prie DIEU qu'il accepte les vœux qu'ils ont formulés et les prières qu'ils ont faites pour le Mali.
Que DIEU, dans sa miséricorde, préserve nos populations et nous comble de ses bienfaits, dans un Mali fort, uni, prospère et en paix !

En déclarant close la session ordinaire d'avril 2026, j'invite chacune, chacun de nous à poursuivre son engagement au service exclusif du Mali, notre bien commun. Que dieu bénisse le Mali.

Je vous remercie pour votre aimable attention !
Allah ka Mali kichi.

CARNET D'AUDIENCES



Le Président du Conseil national de Transition reçoit l'ambassadeur du Soudan



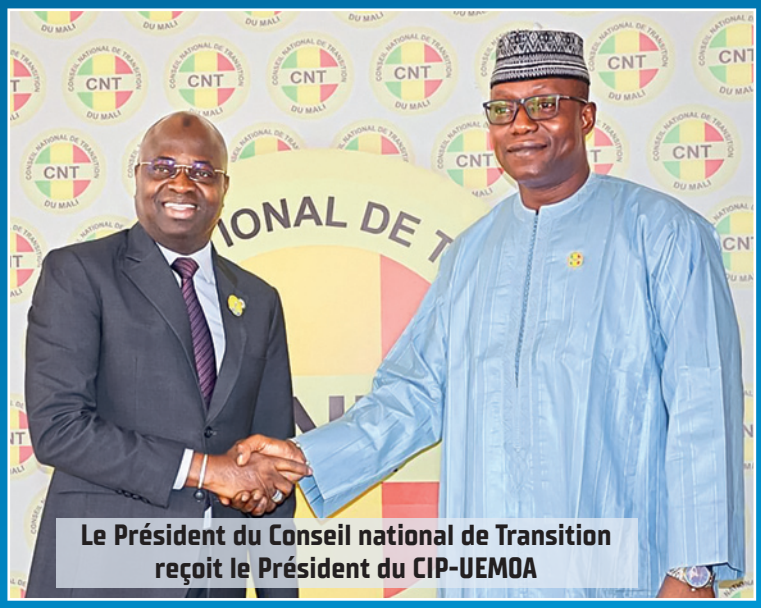
Le Président du Conseil national de Transition reçoit l'ambassadeur de l'Inde



Le Président du Conseil national de Transition reçoit l'ambassadeur de Chine



Le Président du Conseil national de Transition reçoit les Familles Fondatrices de Bamako



Le Président du Conseil national de Transition reçoit le Président du CIP-UEMOA



Le Président du Conseil national de Transition reçoit l'ambassadeur de l'Iran

JOURNÉE CITOYENNE ET SPORTIVE

Le CNT célèbre la 7e édition de sa Journée Citoyenne et Sportive

Le vendredi 3 juillet 2026, le Conseil national de Transition a célébré la 7e édition de sa Journée Citoyenne et Sportive, un rendez-vous mensuel dédié à la promotion du civisme, de la santé et de la fraternité interinstitutionnelle.

À travers cet événement, le Conseil national de Transition réaffirme sa vision :

bâtir une communauté soudée et résiliente, où le sport devient un levier d'engagement civique et un moteur du développement national.

Une magnifique journée qui prouve qu'ensemble, sur le terrain comme au service de la nation, notre cohésion fait notre force.



NÉCROLOGIE



Le Conseil national de Transition a la profonde douleur d'annoncer le décès de l'Honorable Adama FOMBA, survenu le 6 août 2026 à Bamako, des suites d'une courte maladie.

Vice-président de la Commission de l'Éducation, de la Culture, des Technologies de l'Information et de la Communication, de l'Artisanat et du Tourisme, il laisse le souvenir d'un parlementaire engagé au service de l'Institution.

Le Conseil national de Transition adresse ses sincères condoléances à sa famille durement éprouvée.

Que son âme repose en paix.



JAMA
REVUE D'INFORMATION GENERALE DU
CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
Quartier du Fleuve
Centre International de Conférence de Bamako - CICB